

*Impôt sur les revenus pétroliers—Loi*

dans une région qui s'appelle la province de Québec, et ce même caucus conservateur dit: On ne peut pas intervenir. Deux sociétés de la Couronne qui appartiennent au même gouvernement, qui appartiennent à l'État canadien, dans un cas on bloque l'augmentation pour les tarifs postaux, et dans l'autre cas, on dit: S'il y a collusion entre les différentes compagnies, que le député le dise, je vais faire enquête.

Mais ce n'est pas une enquête que je lui demande de faire, c'est de prendre une décision d'actionnaire et de dire à la société de la Couronne Petro-Canada: Vous n'embarquez pas dans le jeu. Vous ne suivrez pas l'idée qui a été mise de l'avant par Ultramar, puis allez augmenter vos prix de l'essence au Québec. On est placé devant une situation où on n'a plus aucun instrument comme peuple canadien, aucun instrument d'intervention au niveau de l'énergie. On a aboli tout et là on vient se vanter... On vient nous dire, madame la Présidente, qu'on abolit la taxe sur les produits pétroliers, qu'on respecte un engagement électoral.

Madame la Présidente, quand les prix du pétrole brut étaient à 27 \$, 28 \$ puis 30 \$ canadiens le baril, cela rapportait au gouvernement canadien au-delà d'un milliard de dollars de revenu. Le ministre des Finances (M. Wilson) a dit: Non, on ne coupe pas cela. Mais lorsque les prix du baril du pétrole se sont effondrés, et qu'alors le ministre des Finances y perdait plus que 150 millions de dollars, eh bien il a dit: On va l'abolir, on va respecter notre promesse électorale. La seule raison qui motive l'action actuelle du gouvernement, c'est parce que les revenus ne sont plus là, donc ils n'ont plus rien à donner, et il dit: On va abolir la taxe sur les produits pétroliers qu'on appelle en anglais «the PGRT».

Madame la Présidente, cela c'est réellement se moquer des producteurs canadiens.

Je dis à ce gouvernement: si on veut aider les producteurs de l'Ouest, et moi je suis un consommateur de l'Est, j'ai toujours dit la même chose durant les élections et après, la politique nationale de l'énergie, c'était comme un ascenseur. Elle devait jouer dans les deux sens. Pendant que les prix étaient très élevés, 40 \$ le baril, la politique nationale de l'énergie visait comme objectif d'abaisser un peu les profits des multinationales et de faire profiter l'ensemble des Canadiens de prix à la consommation qui étaient plus équitables, mais dans la mesure où cet ascenseur pouvait jouer correctement. Mais les conservateurs ont brisé l'ascenseur, on n'a plus d'instrument pour remettre la politesse aux producteurs de l'Ouest maintenant. Ce qui arrive, c'est qu'on abolit la TRPG. Lorsqu'elle était à un milliard de dollars, on n'y a pas touché, maintenant on nous dit que cela va coûter 150 millions. Qui va en bénéficier? Ça va être les multinationales dans une grande proportion. Et qu'est-ce qui va arriver aux petits producteurs, aux producteurs canadiens qui ont risqué beaucoup d'argent? Qu'est-ce qui va leur arriver? Zéro, ou à peu près zéro! Je dis que si la politique nationale de l'énergie avait joué le rôle véritable qu'elle devait jouer, on aurait aujourd'hui utilisé cette politique-là pour venir en aide à tous les producteurs autres que les multinationales ou encore au moins en ce qui a trait à un certain nombre de barils de production par jour pour faire en sorte que ces producteurs canadiens, qui ont répondu à l'appel de l'ensemble de la population, qui ont répondu à l'appel de la politique nationale de l'énergie, et qui ont pris au sérieux l'idée

de la canadianisation, pour qu'au moins ces compagnies-là, on soit capable de les aider aujourd'hui. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, qu'est-ce que nous avons dit là-dessus? Si on a une politique nationale de l'énergie qui joue équitablement dans le sens de la montée et de la baisse de l'ascenseur, on ne peut pas demander toujours aux producteurs de l'Ouest d'être les dinons de la farce et dire que lorsque les prix étaient élevés, on allait enlever la crème sur le gâteau et que lorsque les prix baissent, on ne fait plus rien pour eux. Notre parti, qu'est-ce qu'il a dit? Nous avons suggéré au gouvernement d'avoir une politique de l'énergie qui permette aux producteurs de l'Ouest, qui ne sont pas les multinationales mais les autres qui ont contribué à la canadianisation, de leur garantir un prix minimum pour la période de temps où le prix du baril de pétrole a tombé. Cela aurait été juste, je pense, pour l'Ouest canadien, cela aurait été juste pour les producteurs de l'Ouest, surtout les compagnies qui sont classées comme les moyens et les petits producteurs.

Mais, qu'est-ce que vous voulez, ce gouvernement-là croit que notre économie canadienne, que le prix de nos produits pétroliers doit être décidé à Genève ou à Berne ou dans les pays où se tiennent des réunions de l'OPEP, alors que le gouvernement s'en est lavé les mains complètement, a aboli tous les instruments d'intervention, et les producteurs de l'Ouest sont maintenant à la merci de décisions prises par les cheiks d'Arabie ou d'autres, les membres de l'OPEP, et le gouvernement canadien s'en lave les mains. Ce qui est plus choquant, c'est que le gouvernement propose l'abolition de ces mesures-là, il se présente comme étant le sauveur de l'industrie pétrolière et gazière canadienne. Monsieur le Président, on verra d'ici quelques années quel aura été le prix pour l'effort de canadianisation qu'aura représenté l'absence de politiques du gouvernement conservateur, et ce gouvernement va être responsable du fait que plusieurs de nos producteurs canadiens vont devoir vendre leurs réserves pétrolières aux multinationales. Ce sera la seule façon d'en sortir vivant parce que les multinationales contrôlant les marchés des raffineries et de la distribution peuvent réaliser des profits énormes de ce côté-là, et on le voit, les journaux étaient remplis à pleines pages il y a quelques jours des profits que faisaient les raffineries et les distributeurs au niveau du marché. On demande des gros prix aux consommateurs, on fait des bénéfices substantiels et on ne paye pas aux producteurs canadiens des prix raisonnables pour leurs produits. Si on avait un gouvernement qui se tenait debout et qui n'avait pas peur d'intervenir lorsque l'intérêt supérieur des Canadiens, et l'intérêt à long terme, le requiert, on aurait pu avoir ce genre de mesures-là, et je ne comprends absolument pas les députés conservateurs de l'Ouest de faire les discours qu'ils font alors que la politique nationale de l'énergie aura servi uniquement dans le sens d'une partie de la côte des montagnes russes dont parlait le député d'Abitibi (M. St-Julien). Lorsque les prix ont descendu, on a coupé le train de telle sorte qu'on n'est plus capable d'aider ces producteurs-là. Madame la Présidente, il est sûr que lorsqu'il n'y a rien, aucun programme véritable pour aider l'industrie pétrolière, surtout la partie canadienne, à passer au travers un moment difficile, on ne peut pas s'objecter à ce qu'il y ait au moins un petit bonbon qui soit donné, et c'est un peu ce que fait le projet de loi en cause. C'est pourquoi on ne peut pas s'objecter à ce minimum-là, mais d'un autre côté je dois souligner avec le plus